

COLLEGE LA BOETIE
67 rue des Droits de l'homme
BP 90073
77552 Moissy Cramayel Cedex

MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE

En application de l'article 28 du Code des Marchés publics
Conformément au CCAG-FCS

REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)

Objet du marché :

Prestation comprenant le transport, l'hébergement, et les activités pédagogiques et culturelles à destination d'élèves du second degré dans le cadre du projet d'établissement.

Le marché est alloti géographiquement selon les destinations en 4 lots :

- Lot n° 1 – voyage à Barcelone
- lot n° 2 – voyage au ski
- Lot n° 3 – voyage au lac d'Orient
- Lot n° 4 – voyage à Londres

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Le 28 aout 2018 à 12H

SOMMAIRE

IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
OBJET DE LA CONSULTATION	3
PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
DUREE DU MARCHÉ ET PERIODES D'EXECUTION	3
DATES PREVISIONNELLES DE DEBUT D'EXECUTION	3
MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	3
ECHANGES AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR PENDANT LA PERIODE DE CONSULTATION	3
RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET DEMANDES D'INFORMATIONS.....	3
FORMES DE REPOSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
MODIFICATIONS MINEURE AU DCE	4
ENGAGEMENT DU CANDIDAT	4
ACCEPTATION DU CAHIER DES CHARGES.....	4
FORME JURIDIQUE DES GROUPEMENTS	4
REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D'OFFRE	4
GENERALITES	4
<i>Langue utilisée dans le dossier de candidature</i>	4
<i>Identification du signataire</i>	4
<i>Mise à disposition des formulaires officiels de déclaration des candidats</i>	5
<i>Remise des offres</i>	5
DOSSIER DE CANDIDATURE	5
<i>Chaque candidat doit fournir :</i>	5
<i>Les pièces administratives exigées sont les suivantes :</i>	5
DOSSIER DE REMISE DES OFFRES	5
<i>Chaque candidat remettant une offre doit fournir :</i>	5
DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	6
ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
ANALYSE DES CANDIDATURES	6
ANALYSE DES OFFRES.....	6
<i>Qualité de l'offre 60%</i>	6
<i>Prix des prestations 40%</i>	6
PRECISIONS	6
DECISION FINALE	7
ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	7
DOCUMENTS A FOURNIR	7
<i>Candidat individuel ou membre du groupement établi en France</i>	7
Dans tous les cas :	7
Cas particuliers	7
<i>Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger</i>	7
Dans tous les cas :	7
Cas particuliers	8
INFRUCTUOSITE DU MARCHÉ – DECLARATION SANS SUITE.....	8
NOTIFICATION.....	8

REGLEMENT DE CONSULTATION

Identification du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

L'entité publique est COLLEGE LA BOETIE 67 rue des droits de l'homme BP 90073 77552 Moissy- Cramayel cedex

L'ordonnateur est la personne responsable du marché chargée de conclure le marché et de définir les prescriptions administratives et techniques à respecter.

En application du code des marchés publics article 7, il coordonne, signe et notifie le présent marché pour 2018/2019

Objet de la consultation

Prestation comprenant le transport, l'hébergement, et les activités pédagogiques et culturelles à destination d'élèves du second degré dans le cadre du projet d'établissement.

Le marché est alloué géographiquement selon les destinations en 4 lots :

- Lot n° 1 – voyage à Barcelone
- Lot n° 2 – voyage au ski
- Lot n° 3 – voyage au lac d'Orient
- Lot n° 4 – voyage à Londres

Procédure et forme du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics. Il s'agit d'un marché à quantité fixe. Le marché est un marché mono-attributaire.

Durée du marché et périodes d'exécution

Le marché est conclu pour la période scolaire 2018/2019.

Dates prévisionnelles de début d'exécution

- Lot n° 1 – les dates prévisionnelles de départ sont du 16 au 21 mars 2019
- Lot n° 2 – les dates prévisionnelles de départ sont du 17 au 22 mars 2019
- Lot n° 3 – les dates prévisionnelles de départ sont 3 jours en mai 2019
- Lot n° 4 – la date prévisionnelle de la sortie est le 12 avril 2019

Mise à disposition du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le DCE est disponible selon les modalités suivantes :

Echanges avec le pouvoir adjudicateur pendant la période de consultation

Renseignements complémentaires et demandes d'informations

Toute demande d'information complémentaire peut être obtenue suivant les modalités suivantes : par courrier électronique int.0772191n@ac-creteil.fr

Formes de réponse du pouvoir adjudicateur

Suivant la nature des questions transmises, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter les réponses nécessaires à l'ensemble des candidats.

Modifications mineures au DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications mineures à tout élément composant le dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date fixée pour la remise des offres. Dans le cas où des modifications auraient été apportées après ce délai, un délai supplémentaire est accordé aux candidats et une nouvelle date limite de remise des offres est établie de manière à respecter ce délai de 10 jours.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Acceptation du cahier des charges

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions du cahier des charges qui comprend les pièces constitutives du marché et le présent règlement de consultation .

Forme juridique des groupements

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre, soit en tant qu'entreprise individuelle, soit sous forme de groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

La forme juridique que devra revêtir tout groupement d'entreprises qui se verrait attribuer le marché est celle du groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Le candidat ne peut pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou de plusieurs groupements.

VARIANTES

Les dispositions du cahier des clauses particulières sont intangibles.

La réponse à la solution de base est obligatoire.

REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET D'OFFRE

Généralités

Langue utilisée dans le dossier de candidature

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire du 19 mars 1996, les documents fournis par le candidat en réponse au présent marché seront rédigés en langue française.

Identification du signataire

Le signataire de la candidature et de l'offre est :

Soit le représentant légal du candidat (Président, gérant,...),

Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal ou son délégué dûment autorisé.

Mise à disposition des formulaires officiels de déclaration des candidats,

Les formulaires DC1, DC2 sont téléchargeables sur le site du ministère de l'économie et des finances à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Remise des offres

Les offres sont à envoyer en recommandé avec AR au gestionnaire, sous enveloppe cachetée précisant : **MAPA voyages scolaires - NE PAS OUVRIR Lot n° X**, à l'adresse suivante :

COLLEGE LA BOETIE
67 rue des droits de l'homme
BP 90073
77552 Moissy cramayel cedex

Dossier de candidature

Chaque candidat doit fournir :

- la lettre de candidature (imprimé DC1), complétée, datée et signée.
- la déclaration du candidat (imprimé DC2), complétée, datée et signée, ainsi que les pièces qui y sont demandées en fonction de la situation du candidat. En cas de groupement, chaque cotraitant remplit un formulaire DC2 et fournit les informations demandées.
- 1 description succincte de l'entreprise qui devra mettre en évidence les moyens mis en œuvre pour l'exécution du présent marché.

Si après l'ouverture des plis, le représentant du pouvoir adjudicateur constate qu'il manque des pièces pour examiner les candidatures, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception de la demande par les candidats. Les autres candidats en sont informés et ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.

Les pièces administratives exigées sont les suivantes :

- copie de l'agrément jeunesse et sport.
- copie du jugement prononcé, si le candidat est en redressement judiciaire
- déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner aux marchés s'appliquant aux dispositions de l'article 38 de l'ordonnance du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- document indiquant que le signataire est habilité à engager juridiquement l'entreprise (statuts, extrait Kbis, pouvoir interne).

Dossier de remise des offres

Chaque candidat remettant une offre doit fournir :

- La décomposition du prix global et forfaitaire(DPGF) selon le modèle joint, complétée, datée et signée,
- une fiche présentant le coût des assurances annulation et la progressivité en fonction de la date d'annulation,
- une fiche tarifaire présentant les évolutions de prix en fonction des périodes de l'année,
- une fiche détaillant le séjour et son organisation dans le temps.

Chaque candidat peut également produire toute pièce qu'il estime de nature à appuyer son offre.

Les propositions financières du candidat devront être suffisamment complètes et détaillées pour permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier son offre au regard des critères de sélection mentionnés au § *ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES*

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au **28 aout 2018 à 12h**.

Les offres reçues après ce délai ne seront pas examinées.

ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Analyse des candidatures

Les candidatures sont analysées sur la base des documents demandés au § *Dossier de candidature* du présent document, conformément à l'article 52 du code des marchés publics, et selon les recommandations de la circulaire du 14 février 2012 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marché public.

Ainsi seront éliminés les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché public en application des dispositions de l'article 43 du code des marchés publics, ou qui, le cas échéant, après demande du pouvoir adjudicateur, produisent un dossier ne comportant pas les pièces mentionnées dans le présent RC et le CCP.

En outre, seront éliminés les candidats ne disposant manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter le marché.

Analyse des offres

La commission des marchés appréciera les offres en fonction des critères de sélection ci-dessous énoncés par ordre d'importance décroissante et selon le coefficient de pondération indiqué :

Pour le lot 1 :

Qualité de l'offre 60%.

- Qualité globale au regard du projet pédagogique (coef 4),
- Qualité du mode de transport (coef 3),
- Qualité de l'hébergement (coef 3),
- Cohérence du lieu d'implantation des familles d'accueil (coef 2).

Prix des prestations 40%.

- Note du DPGF (coef 3),
- Note de l'assurance annulation (coef1).

Pour les lots 2 à 3 :

Qualité de l'offre 60%.

- Qualité globale au regard du projet pédagogique (coef 6),
- Qualité du mode de transport (coef 3),
- Qualité de l'hébergement (coef 3),

Prix des prestations 40%.

- Note du DPGF (coef 3),
- Note de l'assurance annulation (coef1).

Pour le lot 4 :

Qualité de l'offre 60%.

- Qualité globale au regard du projet pédagogique (coef 4),
- Qualité du mode de transport (coef 2),

Prix des prestations 40%.

- Note du DPGF (coef 3),
- Note de l'assurance annulation (coef1).

Précisions

Des précisions pourront être demandées au candidat, soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse, ou encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part.

DECISION FINALE

Attribution du marché

Les offres seront notées puis classées par ordre croissant. Conformément aux critères définis au § *Analyse des offres* du présent règlement de consultation, l'offre la mieux classée est ensuite retenue.

Documents à fournir

Le candidat dont l'offre est retenue devra produire préalablement à la signature du marché, dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la réception du courrier l'informant qu'il est envisagé de lui attribuer le marché, les documents suivants :

Candidat individuel ou membre du groupement établi en France.

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (*formulaire NOTI2*).

Cas particuliers

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger.

Dans tous les cas :

- Un document qui mentionne (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) :
 - o en cas d'assujettissement à la TVA, son numéro individuel d'identification à la TVA en France, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.
- OU
 - o pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.
- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*).
- Un document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants :
 - o lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.
- OU
 - o un document équivalent.

OU

- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites (*article 46-II du code des marchés publics*).
 - Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Cas particuliers

Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :

- Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

Infructuosité du marché – déclaration sans suite

L'ordonnateur peut déclarer le marché infructueux exclusivement dans les cas suivants :

- en l'absence d'offre remise ;
- si les offres remises se révèlent :
 - irrégulières,
 - inappropriées,
 - inacceptables

Il en avise alors tous les candidats.

Il peut à tout moment décider de ne pas donner suite au marché pour des motifs d'intérêt général. Il en avise alors tous les candidats.

Notification

Sous réserve de la production des pièces citées au paragraphe supra, le marché est notifié par l'ordonnateur au candidat retenu par envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.